

Dynamique des Investissements dans les pays riverains de la Méditerranée

SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE

Martin FLEURY
Jean-Philippe PAYET
Cabinet R.M.D.A

Travaux coordonnés par
Amal Chevreau
Michel Gonnet
Thibault Fabre

Juin 2015



IPEMED

• INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN •

L'OBSERVATOIRE DE LA COPRODUCTION EN MÉDITERRANÉE

Piloté par IPEMED et soutenu par Bpifrance et la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris – Ile de France, l'Observatoire de la coproduction en Méditerranée vise à analyser qualitativement les stratégies des investisseurs méditerranéens, leur comportement, leurs attentes et les difficultés qu'ils rencontrent pour s'insérer dans le tissu local.

La connaissance fine des stratégies industrielles et servicielles en Méditerranée doit permettre favoriser le développement de la coproduction et de rendre plus tangible le bénéfice partagé de ce modèle dans la répartition des chaînes de valeur.

L'Observatoire de la coproduction en Méditerranée remplit une mission d'observation, de suivi, d'information et de sensibilisation auprès des pouvoirs publics et des entreprises du Nord et du Sud de la Méditerranée, notamment sur des filières d'avenir.

Les travaux de l'Observatoire de la coproduction en Méditerranée sont réalisés en collaboration entre Martin FLEURY et Jean-Philippe PAYET du cabinet R.M.D.A. et l'équipe Production d'IPEMED.

Ce rapport, première publication de l'Observatoire de la coproduction, vise à dresser un état des lieux de la situation macro-économique des sept Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie) et des dynamiques d'investissement à l'œuvre dans ces pays et, en particulier, en lien avec les quatre pays nord-méditerranéens de l'échantillon (Allemagne, Espagne, France, Italie).

Pour toutes demandes d'informations et de contacts :

Thibault Fabre

Chargé de mission Entreprises et International

Mail : thibault.fabre@ipemed.coop

Tél : +33 1 56 54 01 96

SOMMAIRE

PRÉFACE DE JEAN-LOUIS GUIGOU, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL D'IPEMED	9
INTRODUCTION.....	10
1. TENDANCES LOURDES ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE	14
Constat n°1 : Les PSEM maintiennent une croissance positive malgré les récentes crises régionales et mondiales et s'avèrent relativement vulnérables à la conjoncture européenne.	14
Constat n°2 : La croissance des PSEM demeure insuffisante pour relever les défis économiques et sociaux d'un développement durable.	15
Constat n°3 : L'émergence de classes moyennes, et le positionnement stratégique des PSEM leur offrent des perspectives prometteuses.	17
2. DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI.....	19
Constat n°4 : Face à un continent européen vieillissant et une Afrique Subsaharienne très jeune, les PSEM12 représentent un vivier important de travailleurs aux qualifications grandissantes.....	19
Constat n°5 : Les PSEM7 restent toutefois touchés par un chômage important alors que la part de la population active devrait encore croître significativement.	20
3. RELATIONS FINANCIÈRES.....	21
Constat n°6 : L'UE4 entretient d'importants liens financiers avec les PSEM7, en particulier au Maghreb, mais ils se traduisent trop peu par des investissements structurants et productifs.....	21
4. COMMERCE ET INTÉGRATION RÉGIONALE.....	25
Constat n°7 : Dans les pays du Nord, l'intégration régionale joue pleinement son rôle. Les PSEM7 sont encore marginaux en termes de partenaires à l'exportation.	25
Constat n°8 : A l'inverse, certains pays du Sud sont fortement dépendants de l'UE pour leurs exportations mais le commerce infrarégional est atone faute d'intégration économique.....	26
Constat n°9 : Dans les PSEM7, les produits manufacturés et mécaniques ont progressivement supplanté les produits agricoles en termes d'exportation mais les filières plus technologiques tardent à décoller.....	29
5. DYNAMIQUES D'INVESTISSEMENT	31
Constat n°10 : Les IDE sont volatiles sur les deux rives et très sensibles à l'environnement international et au risque perçu.....	31
Constat n°11 : La nature des IDE, au Sud, conduit encore à trop peu de production de valeur ajoutée..	33
Constat n°12 : Le risque réel semble surestimé, en particulier dans les PSEM	34
6. COMPÉTITIVITÉ ET COPRODUCTION.....	36
Constat n°13 : Les réformes engagées par les PSEM ont conduit à une relative convergence vers les standards des pays de l'UE. Une complémentarité s'affirme désormais en matière de technologie et d'accès aux marchés.....	36
Constat n°14 : Malgré des efforts continus, des obstacles au bon fonctionnement des affaires doivent encore être levés pour faire des PSEM7 de véritables pays émergents.....	38
Constat n°15 : En parallèle, des stratégies de pôle de compétitivité et de clusters émergent et renforcent le travail sur l'amélioration du climat des affaires.....	40
CONCLUSION	42

ILLUSTRATIONS

CARTES

Carte 1. Poids démographique et pouvoir d'achat à la périphérie des PSEM	17
Carte 2. Age médian en zone euro-méditerranéenne et aux alentours en 2013	19
Carte 3. Population et chômage au sein des pays de l'échantillon	20

GRAPHIQUES

Graphique 1. Illustration de la variété des initiatives de coproduction et du modèle idéal	13
Graphique 2. Tendances et perspectives de croissance entre UE4 et PSEM7 (PIB réel)	14
Graphique 3. PIB par habitant et différentiel UE4 / PSEM7	15
Graphique 4. Projection de la consommation des classes moyennes en 2030	18
Graphique 5. Visualisation « treemap » des principaux partenaires des PSEM7 à l'export	27
Graphique 6. Nature des exportations depuis 1980 pour les PSEM7 et parts des exportations par type de produit	29
Graphique 7. Montant des IDE entrants depuis 1990	31
Graphique 8. Montant des IDE sortants depuis 1990	32
Graphique 9. Analyse radar comparative des facteurs de compétitivité pour chaque zone	37
Graphique 10. Principaux freins constatés par les chefs d'entreprise de chaque zone	38

TABLEAUX

Tableau 1. Transferts de fonds entre pays de l'échantillon (millions \$)	22
Tableau 2. Aide Publique au Développement pour les pays de l'échantillon (2013 – millions de \$)	23
Tableau 3. Origine des principaux investisseurs dans les PSEM, part et valeur dans les flux d'IDE	24
Tableau 4. Part des exportations des pays de l'UE4 auprès de chaque ensemble	25
Tableau 5. Principaux partenaires des PSEM7 à l'export	26
Tableau 6. Nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux effectivement en place	28
Tableau 7. Part des principaux investissements par secteur dans les PSEM (2013)	33
Tableau 8. Appréciation du risque financier (enquête auprès de chefs d'entreprises de chaque pays)	34
Tableau 9. Appréciation du risque sécurité (enquête auprès de chefs d'entreprises de chaque pays)	34
Tableau 10. Appréciation du risque environnemental et climatique des pays de l'échantillon	35
Tableau 11. Clusters actifs et pôles de croissance assimilables par filière dans les PSEM7 (hors projets en développement)	41

Tendances lourdes et perspectives de croissance économique	<p>Constat n°1 : Les PSEM maintiennent une croissance positive malgré les récentes crises régionales et mondiales et s'avèrent relativement vulnérables à la conjoncture européenne.</p> <p>Constat n°2 : La croissance des PSEM demeure insuffisante pour relever les défis économiques et sociaux d'un développement durable.</p> <p>Constat n°3 : L'émergence de classes moyennes, et le positionnement stratégique des PSEM leur offrent des perspectives prometteuses</p>
Démographie et emploi	<p>Constat n°4 : Face à un continent européen vieillissant et une Afrique Subsaharienne très jeune, les PSEM12 représentent un vivier important de travailleurs aux qualifications grandissantes.</p> <p>Constat n°5 : Les PSEM7 restent toutefois touchés par un chômage important alors que la part de la population active devrait encore croître significativement</p>
Relations financières	<p>Constat n°6 : L'UE4 entretient d'importants liens financiers avec les PSEM7, en particulier au Maghreb, mais ils se traduisent trop peu par des investissements structurants et productifs.</p>
Commerce et intégration régionale	<p>Constat n°7 : Dans les pays du Nord, l'intégration régionale joue pleinement son rôle. Les PSEM7 sont encore marginaux en termes de partenaires à l'exportation.</p> <p>Constat n°8 : A l'inverse, certains pays du Sud sont fortement dépendants de l'UE pour leurs exportations mais le commerce infrarégional est atone faute d'intégration économique.</p> <p>Constat n°9 : Dans les PSEM7, les produits manufacturés et mécaniques ont progressivement supplanté les produits agricoles en termes d'exportation mais les filières plus technologiques tardent à décoller.</p>
Dynamiques d'investissement	<p>Constat n°10 : Les IDE sont volatiles sur les deux rives et très sensibles à l'environnement international et au risque perçu.</p> <p>Constat n°11 : La nature des IDE, au Sud, conduit encore à trop peu de production de valeur ajoutée</p> <p>Constat n°12 : Le risque réel semble par contre surestimé, en particulier dans les PSEM.</p>
Compétitivité et coproduction	<p>Constat n°13 : Les réformes engagées par les PSEM ont conduit à une relative convergence vers les standards des pays de l'UE. Une complémentarité s'affirme désormais en matière de technologie et d'accès aux marchés.</p> <p>Constat n°14 : Malgré des efforts continus, des obstacles au bon fonctionnement des affaires doivent encore être levés pour faire des PSEM7 de véritables pays émergents</p> <p>Constat n°15 : En parallèle, des stratégies de pôle de compétitivité et de clusters émergent et renforcent le travail sur l'amélioration du climat des affaires.</p>

PRÉFACE DE JEAN-LOUIS GUIGOU

Délégué général d'IPEMED

Il ne fait aucun doute que les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), plus particulièrement la Turquie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et les pays du Maghreb, présentent d'indéniables avantages comparatifs en termes d'industrialisation :

- Une position géographique avantageuse sur le parcours maritime entre l'Asie, l'Europe et les Amériques;
- La proximité géographique des pays européens permettant le recours à la coproduction et un positionnement en tant que plateformes pour des chaînes de valeur mondialisées vers l'Afrique;
- La proximité des marchés de grande taille notamment le marché européen fort de 500 millions de consommateurs et le marché africain;
- Une main d'œuvre qualifiée, de mieux en mieux formée avec un avantage compétitif au niveau coûts;
- De l'énergie fossile pour certains et un vrai engagement vers les énergies renouvelables pour d'autres.

A l'évidence, si les entreprises européennes allant dans les PSEM et les entreprises du Sud de la Méditerranée allant en Europe recourent à la coproduction (partenariat, partage de la valeur ajoutée, transfert de technologies) alors le Maghreb, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Turquie pourraient constituer des pôles de développement économique. Cela suppose que les industriels en finissent avec le vieux modèle d'investissement au Sud qui consistait à profiter de la main d'œuvre abondante et bon marché, à puiser les matières premières sans transformation sur place, et à réaliser des bénéfices sans retombées sur les populations locales.

La mise en place par IPEMED de l'Observatoire de la coproduction a pour objectif de suivre avec beaucoup de finesse les stratégies des entreprises européennes et mondiales dans les PSEM. L'idée est de réaliser des analyses qualitatives fines sur les stratégies et la transformation progressive des comportements donneurs d'ordre-sous-traitants vers des comportements plus partenariaux. La clé de la réussite réside dans le partenariat entre chefs d'entreprise. Les anciens clients doivent devenir des partenaires.

La conjoncture est particulièrement favorable à la mise en place de cet Observatoire. D'une part, avec le retour de la croissance économique, le Baromètre de l'Attractivité de l'Afrique établi par EY, montre que les investissements étrangers repartent en Afrique du Nord et notamment au Maroc et en Égypte. D'autre part, la modification géoéconomique de la Chine qui privilégie désormais la consommation locale sur l'exportation tous azimuts, indique que 85 millions d'emplois devraient quitter le territoire chinois. Une grande partie de ces investissements pourraient se relocaliser dans le Nord de l'Afrique, aux portes de l'Europe. L'idée selon laquelle le Maghreb pourrait devenir le « Mexique de l'Europe » est tout à fait fondée. Didier Colignon expert associé pour E&Y a raison de dire « Il faut être positif, sur la durée, on ne peut pas se tromper en investissant en Afrique du Nord. »

INTRODUCTION

CONTEXTE ET DYNAMIQUE

Malgré leur proximité géographique et culturelle, les relations économiques qu'entretiennent l'Union Européenne (UE) et les PSEM demeurent très limitées au regard de leurs complémentarités qui s'accroissent. Elles reposent pour beaucoup sur l'investissement dans l'exploitation de matières premières, de biens manufacturés et services basiques ainsi que sur l'exportation de ressources à valeur ajoutée encore modérée pour les pays du Sud.

Les changements structurels des avantages compétitifs et l'aspiration à un partage plus équitable de la valeur laissent entrevoir les atouts d'une coopération plus intensive et durable, dans l'optique d'un développement économique inclusif et facteur de cohésion sociale :

- La nécessité pour les pays européens de produire de la qualité, du « haut de gamme », pour se démarquer des productions des pays émergents. D'où la nécessité de la dilatation de la chaîne de valeur pour intégrer le Maghreb qui dispose de compétences et d'atouts compétitifs ;
- Le dynamisme démographique du Sud et l'émergence de classes moyennes constituent un marché potentiel conséquent pour la production européenne dont le marché est mature ;
- Jeune et qualifiée, la population des PSEM représente également un réservoir de main d'œuvre important face au vieillissement continu de la population active européenne. La proximité culturelle entre les deux espaces et l'existence d'importantes diasporas peuvent également faciliter l'acclimatation et l'intégration ;
- Cette main d'œuvre offre de plus des coûts compétitifs, indispensables pour se positionner sur ces nouveaux marchés où le pouvoir d'achat est encore limité ;
- Au-delà de ces frontières, les facilités logistiques entre les deux zones ainsi que le positionnement géostratégique des PSEM aux confluences de l'immense marché africain et des besoins grandissants du Moyen-Orient en font des partenaires de choix pour répondre à ces opportunités désormais convoitées par les pays émergents en plus des investisseurs traditionnels ;
- Les ressources naturelles, en particulier énergétiques, du Sud de la Méditerranée, conjuguées à une plus grande collaboration en recherche et développement sont à même de faire émerger de nouveaux acteurs internationaux majeurs ;
- Pour qu'un tel partenariat se noue de manière durable plusieurs conditions et défis restent encore à relever en parallèle ;
- Changer de paradigme envers le Sud : le concevoir comme partenaire et plus comme sous-traitant ;

- Diversifier les économies du Sud pour inscrire le développement dans le long terme ;
- Mieux répartir le processus de production de la chaîne de valeur pour rester compétitif et être moins vulnérable aux chocs conjoncturels localisés ;
- Garantir une distribution plus équitable des richesses pour asseoir la stabilisation économique et démocratique des PSEM que les crises politiques n'ont pas épargnée ;
- Générer emploi et pouvoir d'achat au Sud pour occuper la population active en forte augmentation et accompagner le développement des classes moyennes ;
- Assurer un transfert de compétences et de technologies vers les entrepreneurs du Sud ;
- Favoriser la mobilité des travailleurs ;
- Etablir une collaboration politique aux échelles nationale et régionale.

L'OBSERVATOIRE DE LA COPRODUCTION

C'est pour appuyer cette dynamique mutuellement bénéfique entre les deux rives de la Méditerranée qu'IPEMED soutient et encourage de longue date la coproduction. Cet engagement prend aujourd'hui la forme d'un Observatoire dont l'objectif consiste à :

- Conceptualiser et définir la dynamique de la coproduction pour l'inscrire plus facilement dans les discussions de haut niveau ;
- Effectuer le suivi des données et publications produites sur ce thème ;
- Divulguer des tendances et informations pertinentes sur le sujet pour en assurer la promotion ;
- Être force d'idées et de proposition auprès des parties prenantes pour faciliter la réalisation d'investissements ou de dispositifs incitatifs ;
- Lever les obstacles à l'intégration régionale par la coproduction Nord-Sud et Sud-Nord.

Ce document est une des premières productions de l'Observatoire. Il a pour ambition de dresser un état des lieux macro-économique de la relation économique UE/PSEM et des dynamiques de coproduction en relevant les indicateurs et constats les plus pertinents. Des analyses ultérieures viendront ensuite approfondir certaines thématiques ou/et spécificités territoriales en plus de détail.

Définition et paramètres

DEFINITION

Pour bâtir le concept de coproduction et le transposer dans l'espace méditerranéen contemporain, il semble pertinent de mettre à profit les expériences asiatiques (Japon/Tigres/Dragons), américaines (États-Unis/Mexique) et d'Europe de l'Est (Allemagne/Peco)¹.

Le point commun de ces expériences, qui ont engendré un développement réel et durable de ces pays, est avant tout la concentration dans un espace donné d'unités de production complémentaires. Les interactions ont alors permis de générer des synergies contribuant à ancrer la productivité dans une dynamique de spécialisation et de valeur ajoutée partagée.

La position de l'Observatoire revient ainsi à définir aujourd'hui la coproduction comme suit :

« Développement conjoint d'une chaîne de valeur, intégrant au moins un partenaire du Sud, et engageant les investissements dans la durée »

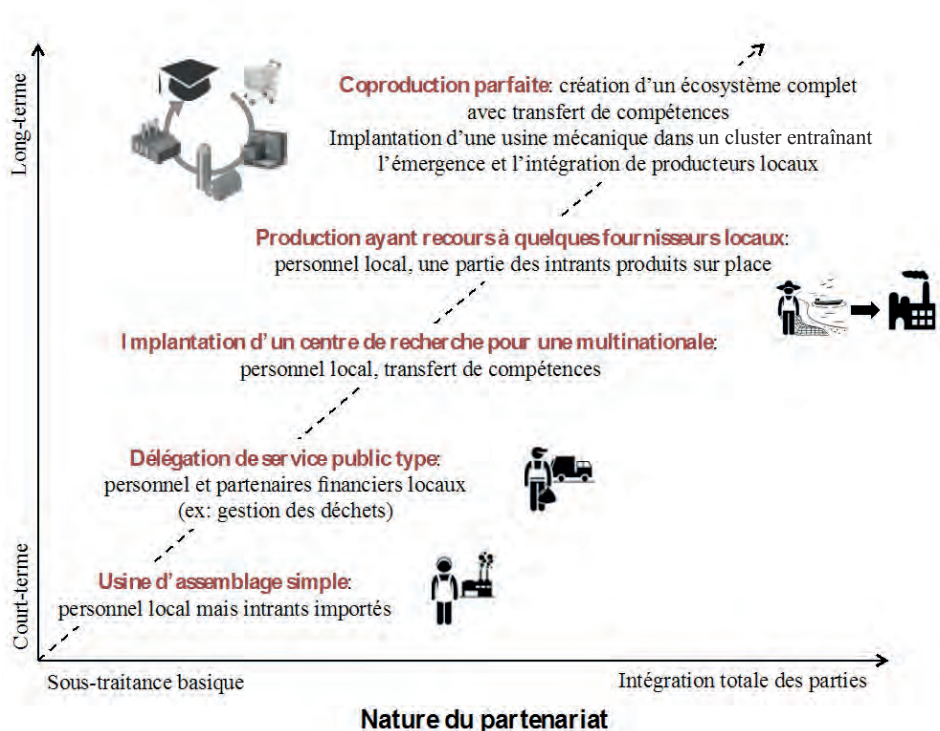
Cette définition comprend 4 idées fortes et indissociables dans notre contexte :

1. le développement d'une chaîne de valeur, pour que la coproduction génère une valeur ajoutée localement et à chaque étape de son cycle, et donc pour toutes les parties prenantes ;
2. la notion de partenariat, et non de sous-traitance, pour un partage équitable de ces gains ;
3. l'ancrage ou la présence d'au moins un partenaire du Sud. La coopération peut alors aussi bien être Sud/Sud, que Sud/Nord ou encore Nord/Sud ;
4. des investissements durables, impliquant une planification à long terme, mise en œuvre conjointement sans volonté de faire un « coup » à court terme.

La définition englobe ainsi une variété assez vaste d'initiatives. Mais nous privilégierons cependant les actions dont l'ampleur, l'intégration et la vision sont les plus abouties. La coproduction est un idéal, un modèle vers lequel faire évoluer les investissements actuels qui s'en éloignent, mais aussi vers lequel canaliser les investissements futurs.

1 - Voir la note complète produite à ce sujet pour une analyse détaillée

Graphique 1. Illustration de la variété des initiatives de coproduction et du modèle idéal



CHAMPS GEOGRAPHIQUE

Pour faire ressortir des tendances et informations immédiatement utiles, l'échantillon a été restreint à 11 pays au sein de l'Observatoire.

Parmi les 28 pays de l'Union Européenne (UE28), seront considérés l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie, regroupés sous le label UE 4.

Parmi les 12 Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM12) ont été retenus l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Turquie dénommés pour les besoins de l'exercice PSEM 7.

Bien que ne faisant pas partie de la Méditerranée d'un point de vue géographique, l'Allemagne a été intégrée à l'échantillon pour le rôle prépondérant qu'elle exerce en Europe et dans la politique de voisinage. Ce faisant, nous serons également à même d'observer les évolutions de la politique étrangère allemande en Méditerranée, et notamment le renforcement annoncé de sa présence économique dans les PSEM (au-delà de la seule Turquie) et les méthodes déployées à cet effet.

1. TENDANCES LOURDES ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

CONSTAT N°1 : Les PSEM maintiennent une croissance positive malgré les récentes crises régionales et mondiales et s'avèrent relativement vulnérables à la conjoncture européenne.

Depuis 10 ans, les deux rives de la Méditerranée ont été secouées par des chocs économiques et politiques importants. La croissance des pays européens a ainsi été déstabilisée par les crises des *subprimes* (2007) et de la dette (2011) dont les économies ne sont encore pas totalement remises. La moyenne de progression du PIB est ainsi nulle dans les pays de l'UE4 entre 2007 et 2014. Le FMI entrevoit néanmoins une reprise qui devrait faire renouer l'Europe avec un rythme de croissance proche de 1,5% à partir de 2016.

Ces chocs économiques au Nord ont eu des répercussions conséquentes pour les pays du Sud les plus insérés dans le commerce et la finance internationale. Le PIB a même reculé certaines années comme en Turquie et en Israël. Même les PSEM les moins intégrés à la mondialisation restent fortement dépendant des marchés européens à l'exportation (particulièrement au Maghreb) et subissent donc des contrecoups indirects. **Ainsi, les courbes de tendance des PIB UE4/PSEM7 évoluent presque en parallèle (la moyenne mobile des PSEM7 entamant sa chute dès 2007) avec des variations toutefois moins amples au Sud, où la croissance s'établit aux alentours de 6% entre 2004 et 2007 pour chuter à 4.5% entre 2007 et 2010.**

Le mouvement des Printemps arabes de 2010 et le début du conflit en Syrie en 2011 réduisent le rythme de croissance des PSEM7. Au final, celui-ci aura diminué de moitié en 10 ans mais sans toutefois descendre sous la barre des 2.80% entre 2012 et 2013. 2014 annonce une inversion de la courbe confirmée par les prévisions du FMI.

Graphique 2. Tendances et perspectives de croissance entre UE4 et PSEM7 (PIB réel)



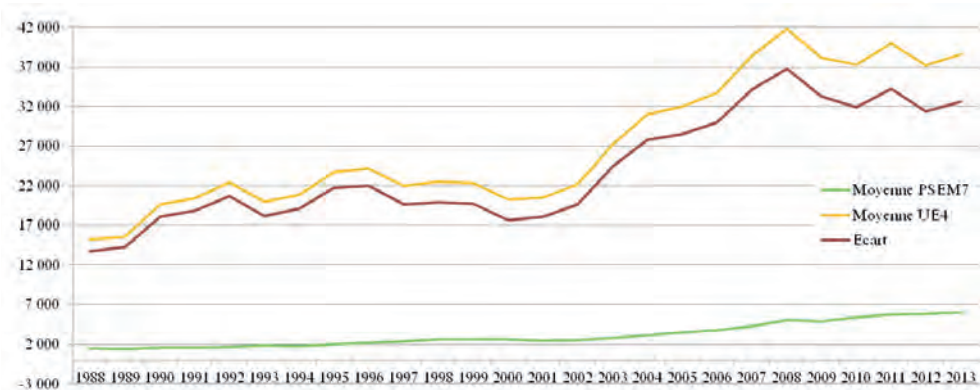
SOURCE : BANQUE MONDIALE ET FMI

CONSTAT N°2 : La croissance des PSEM demeure insuffisante pour relever les défis économiques et sociaux d'un développement durable.

Malgré des taux assez honorables, le niveau de croissance des PSEM7 n'est pas à même d'assurer une création d'emplois et un partage de richesse à priori suffisants pour soutenir le rythme d'un développement durable.

En considérant l'exemple chinois, on constate que l'émergence industrielle du pays est la résultante de 50 ans de croissance du PIB réel supérieure à 10% par an, conjuguée à un taux de croissance démographique très faible (0.52% sur la période 2004-2013). En comparaison, le PIB par habitant des PSEM7 croît à un rythme modeste et est loin d'entraîner le décollage et la progression soutenue qu'a connu l'Asie. De plus, si l'écart des PIB par habitant UE / PSEM se réduit, cela est moins dû à une accélération du développement des PSEM7 qu'à une baisse de régime de l'UE4 :

Graphique 3. PIB par habitant et différentiel UE4 / PSEM7



SOURCE : BANQUE MONDIALE

Certaines années, les PSEM7 ont rivalisé avec les taux de croissance des grands pays émergents mais de manière trop irrégulière. Aujourd'hui, cette capacité à transformer la croissance en développement est limitée par le périmètre des marchés cibles, le montant des IDE, la non-maîtrise de l'inflation et la croissance démographique à court terme :

La production des PSEM est principalement destinée au marché intérieur, encore limité en termes de pouvoir d'achat, et à l'exportation vers l'Europe, dont le ralentissement aura finalement fait décrocher les PSEM. Cette diversification insuffisante, et le manque d'intégration régionale, brident les entreprises dans la recherche d'une taille critique et d'économie d'échelle, et par là même la croissance économique (voir partie 4. Commerce et intégration régionale).

Malgré une politique volontariste d'attraction des IDE et le rôle grandissant des pays du Golfe, de la Turquie, et des BRICS en la matière, les crises économiques au Nord et politiques au Sud ont pesé sur les flux depuis 2007.

La reprise économique mondiale devrait toutefois permettre d'inverser cette tendance (voir partie 5).

Particulièrement élevé dans les PSEM en situation de crise politique, le taux d'inflation déflateur du PIB (différentiel entre PIB nominal et réel)

culmine au-delà des 10% de moyenne en Egypte et en Algérie depuis 4 ans. Il oscille autour des 6% en Jordanie et Turquie, 4% en Tunisie et évolue sous 3% au Maroc et au Liban. En comparaison, l'Europe, dont certains pays craignent même la déflation, affiche une moyenne inférieure à 1% sur 4 ans. Une meilleure maîtrise du niveau général des prix dans les PSEM provoquerait ainsi un dividende de croissance important.

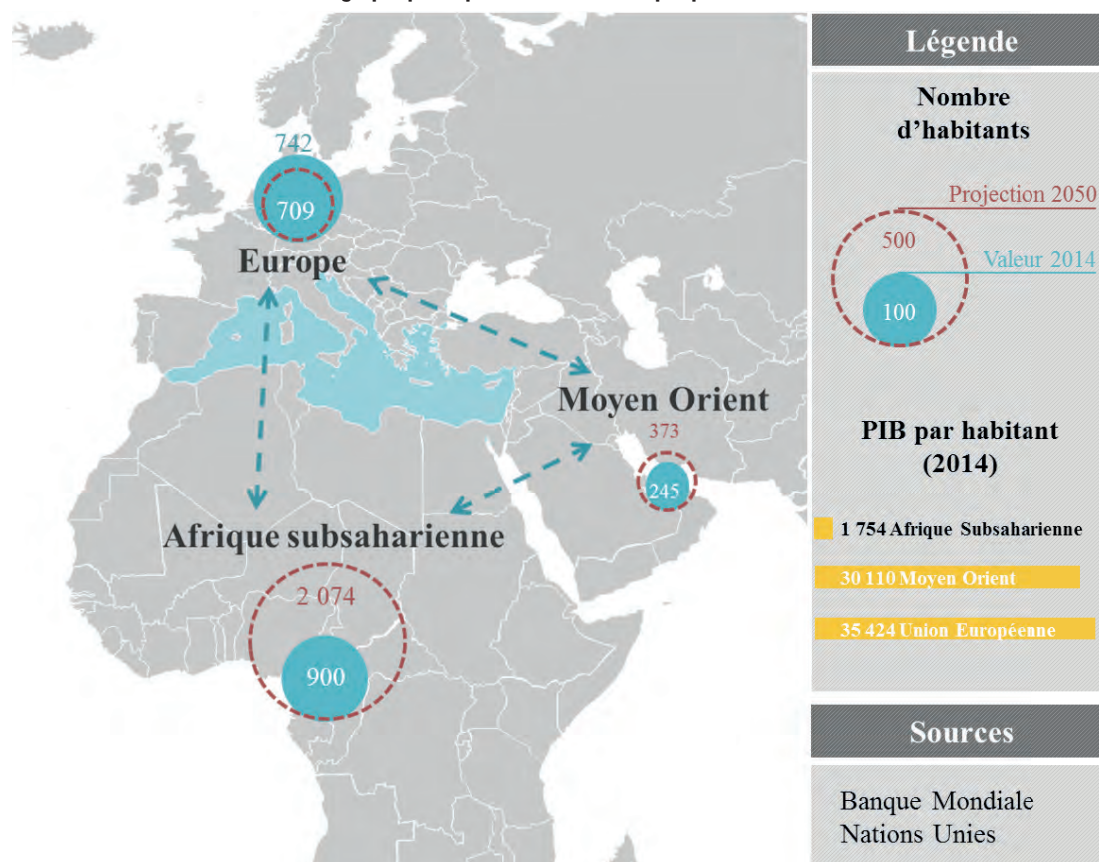
Enfin, si la croissance démographique va dynamiser l'économie des PSEM à moyen terme, à courte échéance des dysfonctionnements sont toujours à prévoir, que cela soit pour adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises, résorber le décalage entre les arrivées sur le marché du travail et les capacités du secteur privé ou gérer les investissements démographiques afin que les gains de croissance soient équitablement répartis. Le maintien d'une croissance économique relativement importante est ainsi indispensable à la résolution rapide de ces dysfonctionnements.

La moyenne de croissance démographique s'établissant à 1,5% par an dans les PSEM7, il en résulte que les gains de croissance économique pour 2014, de l'ordre de 3%, sont amputés de moitié par les investissements «démographiques» (étendre les services existants aux nouvelles populations – perception quantitative). La consommation possible des gains de croissance au titre de l'amélioration des conditions économiques et sociales (améliorer les services existants pour tous – perception qualitative) n'est ainsi que de 1,5%.

CONSTAT N°3 : L'émergence de classes moyennes et le positionnement stratégique des PSEM leur offrent des perspectives prometteuses.

Certaines des conditions pour transformer les PSEM en pays émergents sont néanmoins en passe d'être réunies. **L'émergence de classes moyennes va intensifier la demande intérieure** tandis que les futurs moteurs de la croissance mondiale, l'Afrique et le Moyen-Orient se trouvent dans le voisinage de l'espace Méditerranéen, faisant des PSEM des relais et des partenaires stratégiques indéniables.

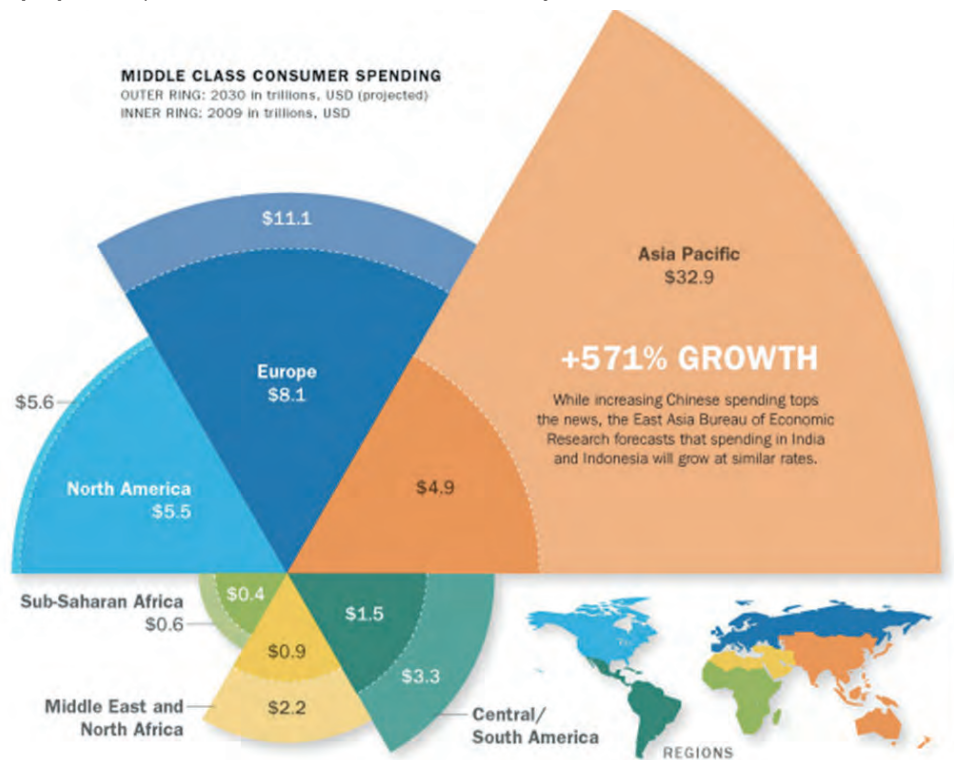
Carte 1. Poids démographique et pouvoir d'achat à la périphérie des PSEM



Après l'Asie (+571%), la région « *Middle East and North Africa* » est celle dont la consommation de la classe moyenne devrait augmenter le plus significativement à l'horizon 2030 (+144%).

Reste que la coproduction, ainsi qu'une plus grande intégration régionale, sont des conditions essentielles pour pouvoir aborder ces marchés rapidement et dans les meilleures conditions.

Graphique 4. Projection de la consommation des classes moyennes en 2030



SOURCE : OCDE 2014

2. DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI

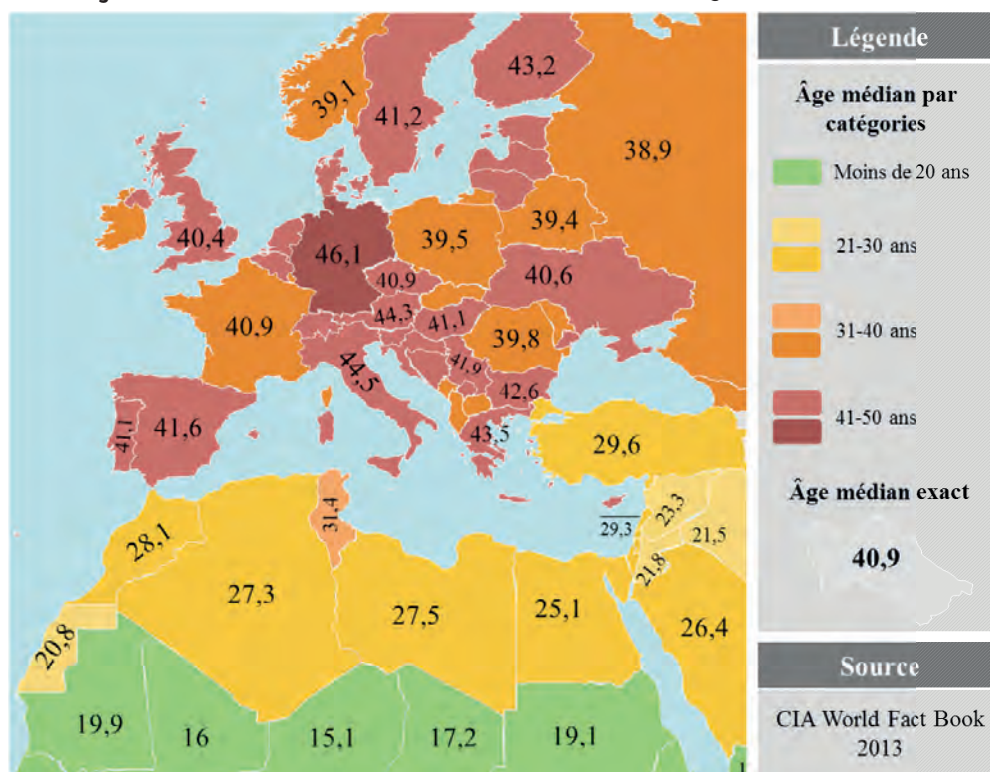
CONSTAT N°4 : Face à un continent européen vieillissant et une Afrique Subsaharienne très jeune, les PSEM12 représentent un vivier important de travailleurs aux qualifications grandissantes.

La position géostratégique privilégiée des PSEM se vérifie également si l'on considère l'âge et la qualification de sa population.

En Europe, seuls quelques rares pays affichent un âge médian tout juste inférieur à 40 ans (Pologne, Slovaquie, Biélorussie par exemple). Ce n'est le cas d'aucun pays de l'échantillon observé où l'Allemagne culmine même à 46 ans. A l'extrémité de ce phénomène, l'Afrique Subsaharienne compte une population extrêmement jeune : hors Afrique Australe, aucun pays ne peut affirmer qu'au moins 50% de sa population est âgée de plus de 21 ans.

Les PSEM semblent idéalement positionnés pour apporter une réponse aux défis générationnels de ces deux régions. Avec des âges médians compris entre 25 et 30 ans, leur population reste jeune et active. Leurs qualifications, comme le montre la section 6 consacrée à la compétitivité, convergent vers les standards européens, tant pour l'éducation de base que supérieure et professionnelle.

Carte 2. Age médian en zone euro-méditerranéenne et aux alentours en 2013



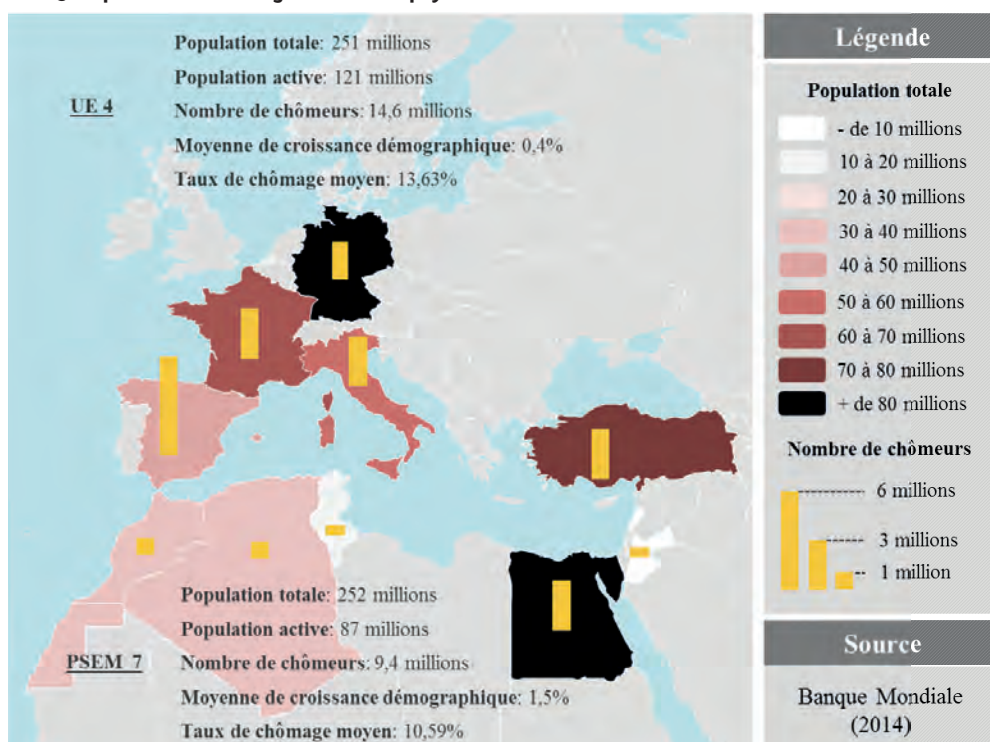
CONSTAT N°5 : Les PSEM7 restent toutefois touchés par un chômage important alors que la part de la population active devrait encore croître significativement.

Parce que le ralentissement de la croissance a affecté la capacité de création d'emplois, le chômage est encore prépondérant dans les PSEM7, même si on observe une baisse parfois conséquente depuis 10 ans. Bien que les définitions, méthodes de calcul et fiabilité des statistiques diffèrent d'un pays à l'autre, les données de la Banque Mondiale l'estiment aujourd'hui proche de 10% de la population active, contre 13% en moyenne au sein de l'UE4. Il touche par principalement les jeunes.

Sans une accélération importante de l'activité économique et des actions continues pour former la jeunesse aux besoins du marché du travail, le taux de chômage continuera à croître.

Alors que la population totale est quasiment identique entre les pays UE4 et PSEM7, la population active européenne est 50% plus importante que celle des pays du Sud (121 millions contre 87 millions). Si la transition démographique des PSEM suit le même chemin que celle de l'UE, d'ici 25ans le marché de l'emploi devrait accueillir au moins 45 millions de travailleurs supplémentaires au Sud.

Carte 3. Population et chômage au sein des pays de l'échantillon



3. RELATIONS FINANCIÈRES

CONSTAT N°6 : L'UE4 entretient d'importants liens financiers avec les PSEM7, en particulier au Maghreb, mais ils se traduisent trop peu par des investissements structurants et productifs.

L'importance des liens financiers UE/PSEM est ici étudiée à travers 3 sources :

- le montant des transferts de fonds internationaux ;
- l'aide au développement ;
- les Investissements Directs Etrangers en provenance des pays considérés.

En premier lieu, on constate que **l'essentiel des liens financiers est assuré par les envois de fonds, principalement à l'initiative des migrants.** Considérés comme contra-cycliques (augmentant en période de récession), ces montants viennent surtout pourvoir aux besoins de base de couches de population peu aisées. D'après la Banque Africaine de Développement, au Maghreb, leur utilisation est consacrée pour 75% à la consommation immédiate de personnes vivant à la limite du seuil de pauvreté. Les investissements productifs constituent une faible proportion de ces fonds.

Les PSEM7 sont également relativement hétérogènes à cet égard. Plus de 75% des transferts de fonds proviennent d'Europe pour le Maghreb (87% pour l'Algérie, 73% pour le Maroc et 81% pour la Tunisie), contre 57% pour la Turquie (essentiellement d'Allemagne) et respectivement 18%, 4% et 3% pour le Liban, l'Égypte et la Jordanie. Le Maroc est le pays recevant le plus grand volume de capitaux d'Europe avec plus de 5 milliards de dollars contre un minimum de 95 millions de dollars pour la Jordanie.

Tableau 1. Transferts de fonds entre pays de l'échantillon (millions \$)

		Pays récepteurs											Sous-total	Monde
		Allemagne	Espagne	France	Italie	Algérie	Egypte	Jordanie	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie		
Pays émetteurs	Allemagne		1 060	2 074	1 088	21	107	64	969	297	125	544	6 349	23 788
	Espagne	893		2 763	244	65	22	9	32	1 719	9	1	4 864	16 015
	France	903	2 815		991	1 654	166	6	508	2 138	1 359	94	9 730	21 370
	Italie	875	272	1 828		28	554	16	75	959	392	7	4 129	16 152
	Algérie	6	1	14	4			18	24	2	2		65	191
	Egypte	11	3	26	7	1		33	45	4	4		122	387
	Jordanie	2	2	4	1		1 285		16	1	1		1 310	2 901
	Liban	1		2			500	2					505	1 181
	Maroc			62	5	17		4	7				95	100
	Tunisie			41	4	12				12			68	68
	Turquie	1 537	16	295	11	1	6	6	17	1	2		354	4 435
	Sous-total	4 228	3 109	5 034	1 266	1 778	2 532	93	722	4 836	1 768	104		
	Monde	15 802	10 990	24 760	7 715	2 020	19 612	3 757	8 899	6 962	2 314	1 128		583 430

SOURCE : BANQUE MONDIALE – BILATERAL REMITTANCE MATRIX 2014

Ces envois de fonds représentent donc une manne conséquente et essentielle à l'équilibre économique des pays récepteurs, en particulier du Maghreb : stimulation de la demande, participation à l'amélioration de vie des plus pauvres, apport de devises. La part investie productivement reste malgré tout négligeable alors qu'elle fournirait une réponse à plus long terme à ces problèmes : création d'entreprises, donc d'emplois et génération de richesses localement.

Les sommes apparaissent d'autant plus colossales qu'elles surpassent largement l'aide publique au développement (APD) à destination des PSEM⁷. Plus gros contributeur avec 1,5 milliard de dollars d'APD, les envois de fonds en provenance de France leur sont 4 fois supérieurs. Ce ratio est de l'ordre de 2,3 fois l'APD en Allemagne et culmine à 18 et 28 fois l'APD en Espagne et Italie, bien que largement moins importante en volume.

Tableau 2. Aide Publique au Développement pour les pays de l'échantillon (2013 - millions de \$)

	Pays émetteurs				TOTAL ENVOYE UE4
	Allemagne	Espagne	France	Italie	
Pays récepteurs					
Algérie	8	7,65	138	0,42	154,07
Egypte	277	3,6	108	17	405,6
Jordanie	69	7,58	91	2,4	169,98
Liban	32,2	10,4	81,4	18,2	142,2
Maroc	121	41	876	11,7	1 049,7
Tunisie	82	31	169	21	303
Turquie	315	1,27	55	0,25	371,52
TOTAL RECU PSEM 7	904,2	102,5	1 518,4	70,97	2 596,07
TOTAL MONDE	9 451	945	6 800	867	18 063
Part de l'APD consacrée aux pays de l'échantillon	10%	11%	22%	8%	

SOURCE : OCDE QWIDS 2013

Enfin, la part des IDE de l'UE reçue par les PSEM7 s'avère également modeste. Déterminer l'origine d'IDE est un exercice assez complexe car certains grands groupes ont parfois recours à des dispositifs peu transparents basés au Luxembourg ou aux Pays-Bas par exemple.

Néanmoins, les données de la CNUCED font ressortir l'appétence des pays du Golfe et des flux relativement timides originaires d'Europe comparés aux relations entretenues entre les deux zones. Avec 21% des flux d'IDE à destination du Maroc (plus forte proportion pour un pays de l'UE4), la France n'investit au final qu'environ 705 millions de dollars annuellement soit moins que l'APD (876 millions). On notera également les très faibles investissements croisés entre PSEM soulignant à nouveau le trop peu de collaboration régionale.

Tableau 3. Origine des principaux investisseurs dans les PSEM, part et valeur dans les flux d'IDE

Algérie	Egypte	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie
Koweït 23%	UK 34%	EAU 19%	France 21% 705 millions \$	Qatar 31%	Pays-Bas 23%
Espagne 17% 287 millions \$	Belgique 7%	UK 15%	EAU 13%	France 15% 164 millions \$	UK 12%
Egypte 17%	USA 6%	France 9% 255 millions \$	Arabie Saoudite 12%	Autriche 13%	Russie 9%
USA 13%	EAU 5%	Iraq 6%	USA 11%	Canada 6%	Azerbaïdj. 8%
France 7% 119 millions \$	Qatar 3%	Egypte 4% 113 millions \$	Koweït 5%	UK 4%	Allemagne 8% 1 030 millions \$
Arabie Saoudite 6%	France 2% 6 millions \$		Suisse 5%	Allemagne 4% 44 millions \$	Luxembourg 6%
Chine 4%			Espagne 4% 134 millions \$		Italie 6% 771 millions \$
			Italie 3% 100 millions \$		USA 4%
			Turquie 2%		France 3% 385 millions \$

SOURCE : CNUCED 2013 (DONNÉES NON DISPONIBLES POUR LA JORDANIE)

Enfin, pour faire le lien entre les deux dernières sections et également aborder la relation du Sud vers le Nord, la transition démographique produira également des complémentarités en termes de capacités de financement. Le taux de dépendance croît dans l'UE, ce qui a pour effet de canaliser les revenus vers la consommation au détriment de l'investissement. La situation est inverse dans les PSEM, où le taux de dépendance reculant, des capitaux sont libérés, qui pourraient combler le ralentissement de l'investissement au Nord.

4. COMMERCE ET INTÉGRATION RÉGIONALE

CONSTAT N°7 : Dans les pays du Nord, l'intégration régionale joue pleinement son rôle. Les PSEM7 sont encore marginaux en termes de partenaires à l'exportation.

L'étude des échanges commerciaux est révélatrice du degré d'intégration des deux espaces et des relations et dépendances qui en résultent. Ainsi, nous constatons que le marché commun européen assure aux entreprises de l'UE l'accès à une demande importante et a favorisé l'éclosion de grands groupes continentaux capables d'aller ensuite concurrencer les plus grands conglomérats mondiaux. Ces solides bases permettent l'atteinte d'une taille critique nécessaire pour dégager des marges d'investissement et des garanties suffisantes auprès des organismes financiers.

Les exportations des nations européennes, bien que de plus en plus diversifiées avec l'avènement des pays émergents, restent très intenses entre pays de l'Union. L'Espagne trouve encore 1/3 de ses débouchés dans l'UE4 contre plus d'1/4 pour la France et l'Italie. L'Allemagne, dont les exportations sont les plus importantes et sophistiquées, compte environ 17% de clients vers ces 3 partenaires.

En comparaison, les entreprises européennes n'ont que modérément tourné leurs capacités commerciales vers les PSEM7, dont la population totale (252 millions d'habitants) a détrôné celle de l'UE4 (251 millions d'habitants). Leur part dans la balance commerciale des pays de l'UE4 varie entre 2,5% pour l'Allemagne et 7,5% pour l'Espagne.

Tableau 4. Part des exportations des pays de l'UE4 auprès de chaque ensemble

	Marchés		
	UE 4	PSEM 7	
Exportateurs	France	28,34%	5,62%
	Allemagne	16,68%	2,66%
	Italie	26,19%	6,44%
	Espagne	32,81%	7,46%

SOURCE : OBSERVATOIRE DE LA COMPLEXITÉ ÉCONOMIQUE 2012

CONSTAT N°8 : A l'inverse, certains pays du Sud sont fortement dépendants de l'UE pour leurs exportations mais le commerce infrarégional est atone faute d'intégration économique.

Les pays du Maghreb, le Maroc et la Tunisie en premier lieu, sont aujourd'hui fortement dépendants de l'Europe pour exporter leur production. La part actuelle des pays de l'UE4 au sein des exportations tunisiennes culmine à 65%. Elle est de 40% au Maroc. En Algérie, les Etats-Unis ont fortement capté les exportations (15% des débouchés) même si cette tendance s'explique principalement par leur volonté de diversifier leur approvisionnement en pétrole. Mais la présence américaine s'affirme aussi dans les autres pays du Maghreb à la faveur notamment de nouveaux accords de libre-échange.

L'Égypte et la Turquie ont davantage diversifié leurs débouchés tant et si bien qu'aucun partenaire n'achète à lui seul plus de 10% des exportations. Enfin, le Moyen Orient apparaît également comme un partenaire de plus en plus important, en particulier pour la Jordanie et le Liban.

De manière historique, le Centre d'Analyse Théorique et de Traitement des données économiques notait déjà, en Septembre 2011, à partir des bases de données CHELEM, **cette relation privilégiée des PSEM avec l'UE, et les Etats-Unis dans une moindre mesure.** La part des exportations vers ces destinations restait d'ailleurs très stable depuis les années 1970 bien qu'elle soit susceptible **d'évoluer si les produits exportés depuis les PSEM venaient à monter en gamme.** Faute de cela, on ne constate pas de dynamiques commerciales d'importance avec les pays émergents (Chine, Inde, Afrique du Sud...). Enfin, à défaut d'être significative, le Centre observait **une progression régulière de la part des exportations vers l'Afrique Sub-saharienne depuis le début des années 2000** (même si elle ne représente qu'encore moins de 1% pour l'Algérie, 2% pour la Tunisie, 2,7% pour la Turquie mais plus de 4,5% pour le Maroc et l'Égypte).

Tableau 5. Principaux partenaires des PSEM7 à l'export

Algérie	Egypte	Jordanie	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie
Italie 15,28%	Italie 8,02%	Irak 13,43%	Afrique du Sud 13,21%	France 17,8%	France 30,24%	Allemagne 9,19%
États-Unis 14,59%	États-Unis 7,87%	États-Unis 12,98%	Suisse 16,97%	Espagne 15,35%	Italie 18,48%	Irak 6,73%
Espagne 11,96%	Inde 6,44%	Inde 12,14%	Arabie Saoudite 6,96%	Brésil 5,79%	Allemagne 11,82%	Iran 6,1%
France 7,51%	Allemagne 4,71%	Arabie Saoudite 8,52%	EAU 6,88%	Inde 5,47%	Espagne 4,52%	Royaume-Uni 5,44%
Canada 7,42%	Arabie Saoudite 4,65%	Zones franches 8,46%	Syrie 5,83%	Italie 3,89%	Royaume-Uni 3,22%	Émirats arabes unis 5,05%
Pays-Bas 7,36%	Turquie 4,5%	Liban 3,81%	Irak 4,17%	Allemagne 3,74%	Benelux 3,07%	France 4,43%

SOURCE : CNUCED

Graphique 5. Visualisation « treemap » des principaux partenaires des PSEM7 à l'export



SOURCE : OBSERVATOIRE DE LA COMPLEXITÉ ÉCONOMIQUE (MIT MEDIA LAB) 2012

Enfin, malgré leur proximité géographique, les échanges entre PSEM sont extrêmement faibles et leur intégration au commerce mondial limitée, comme en atteste le nombre d'accords effectifs.

Tableau 6. Nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux effectivement en place

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Algérie	Egypte	Jordanie	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie
Accords bilatéraux	127	70	93	78	28	73	41	40	45	34	69
Accords multilatéraux	50	50	50	50	6	11	9	6	8	8	15

SOURCE : CNUCED

Dès lors, face à un marché domestique encore étroit et un marché régional quasi-inexistant, les PSEM révèlent une forte vulnérabilité vis-à-vis des grandes puissances régionales. D'un point de vue microéconomique, sans une ouverture vers de plus grands marchés, les firmes nationales ne pourront durablement générer les gains d'échelle suffisants pour être compétitives à l'international.

CONSTAT N°9 : Dans les PSEM7, les produits manufacturés et mécaniques ont progressivement supplanté les produits agricoles en termes d'exportation mais les filières plus technologiques tardent à décoller.

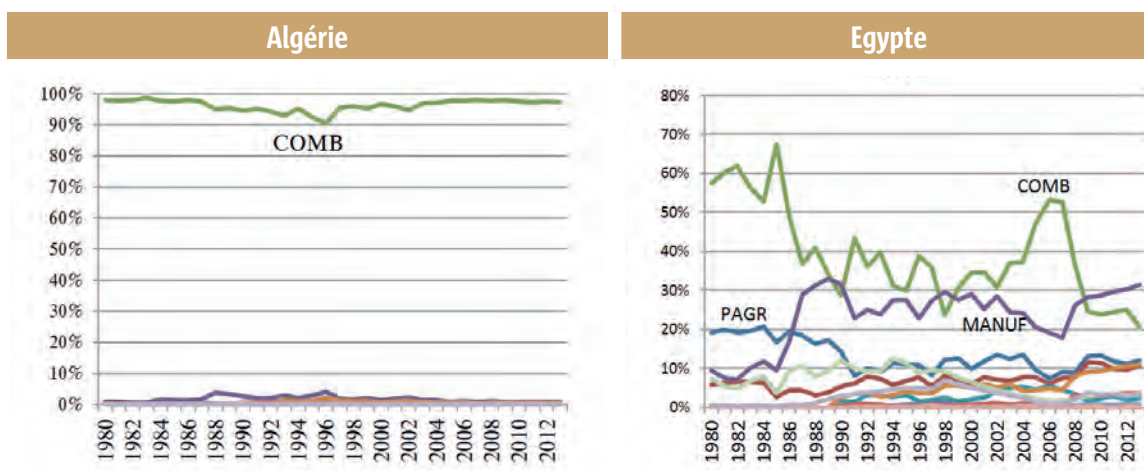
La nature des produits exportés fait apparaître deux tendances selon la présence ou non d'hydrocarbures :

- 1/ Dans le cas des pays n'exportant pas ou peu de pétrole (Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie), les exportations ont longtemps reposé sur la production agricole. Puis, entre les années 1980 et 2000, les produits manufacturés se sont progressivement imposés comme les principales filières d'exportation. On note également depuis les années 2000 la poussée des exportations d'équipements de transport au détriment du textile, mais dans des proportions n'excédant encore pas 20% de la balance commerciale. Les industries à plus forte valeur ajoutée, même si elles progressent en valeur (chimie, pharmaceutique, électronique...), restent inférieures à 5% de la production exportée.

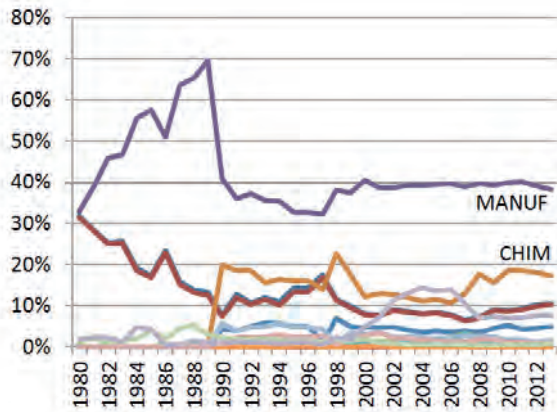
De manière générale, pour ces pays, la remontée de filière est avérée ; la progression vers des produits à plus forte valeur ajoutée est constante mais son rythme est relativement lent.

- 2/ Les pays dotés en hydrocarbures semblent avoir longtemps retardé le moment de la diversification (Egypte) ou ne l'ont pas encore enclenché (Algérie). Dans le premier cas, pétrole et produits agricoles ont perdu du terrain au profit des produits manufacturés dans les années 1980 mais une relative stagnation de la nature des exportations s'en est suivie. L'Algérie apparaît quant à elle encore exclusivement dépendante de sa production d'hydrocarbures, aucune industrie ne semble en mesure de prendre le relais si la production et/ou le prix devaient annoncer le déclin de l'industrie extractive.

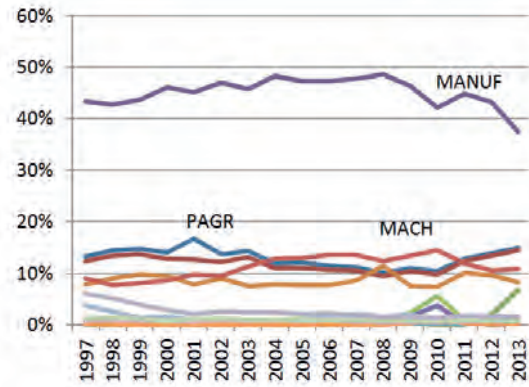
Graphique 6. Nature des exportations depuis 1980 pour les PSEM7 et parts des exportations par type de produit



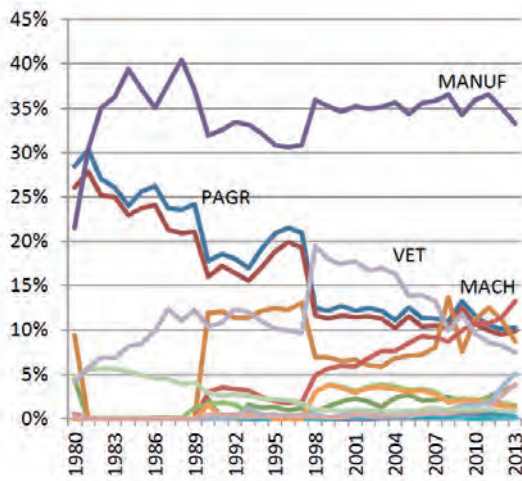
Jordanie



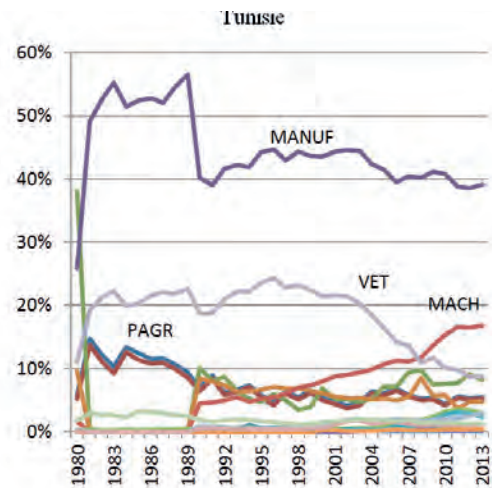
Liban



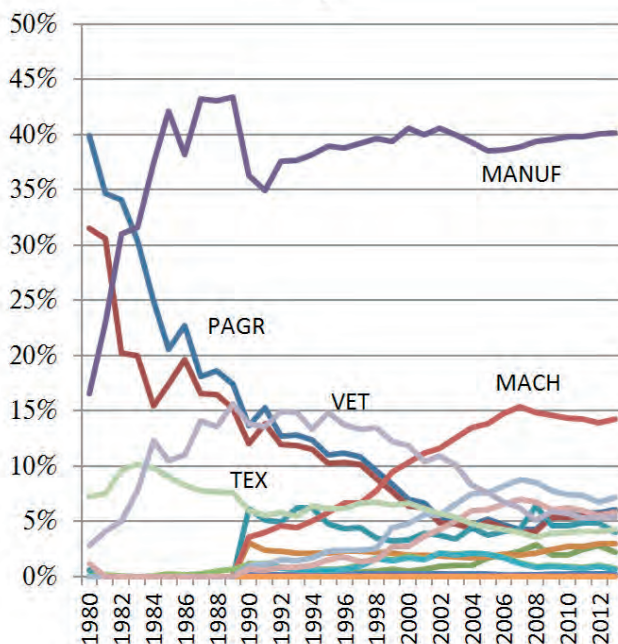
Maroc



Tunisie



Turquie



Légende

Produits agricoles	PAGR
Produits alimentaires	PALI
Combustibles et industries extractives	COMB
Produits manufacturés	MANUF
Fer et acier	FA
Produits chimiques	CHIM
Produits pharmaceutiques	PHARMA
Machineries et équipement de transport	MACH
Équipement de bureau et connectique	EBC
Matériel électronique de traitement des données	METD
Équipement de télécommunications	TELECOM
Circuits intégrés et composants électroniques	CICE
Équipements de transport	TRANSP
Équipements automobiles	AUTO
Produits textiles	TEX
Vêtements	VET

5. DYNAMIQUES D'INVESTISSEMENT

CONSTAT N°10 : Les IDE sont volatiles sur les deux rives et très sensibles à l'environnement international et au risque perçu.

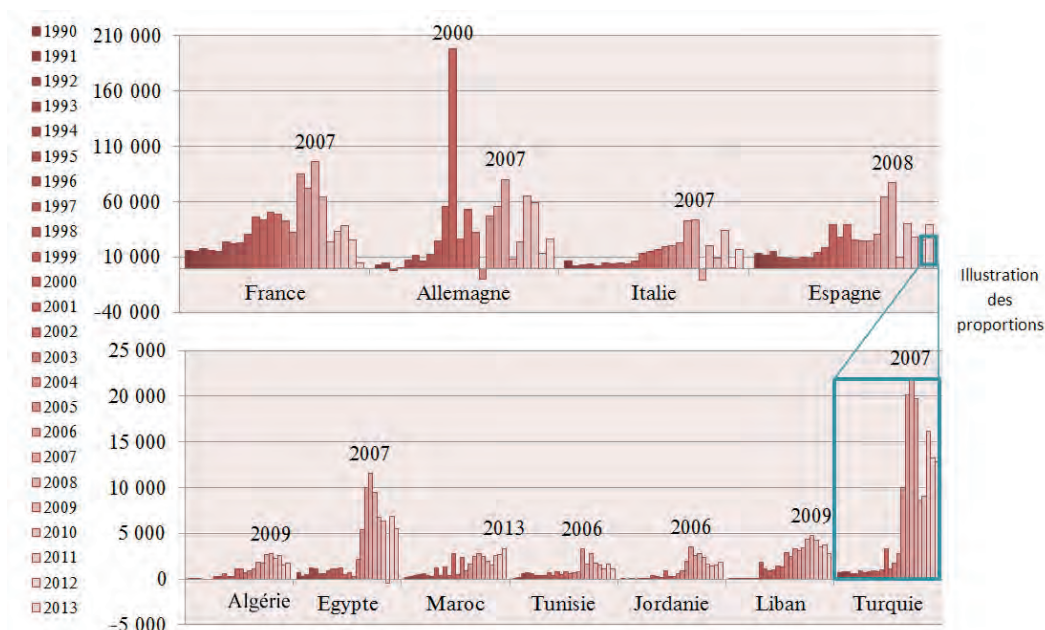
Les variations des Investissements Directs Etrangers sont fortement corrélées à la conjoncture économique et politique mondiale, et ainsi à la confiance et solidité des entreprises.

Les crises de 2000, 2007 et 2011 ont ainsi fortement freiné les IDE sortants et entrants en Europe. Le même constat peut être formulé pour les PSEM7 où l'accélération des IDE observée depuis les années 2000 est brutalement stoppée en 2007, sans qu'une reprise ne se dessine clairement à court terme. Les pays ayant traversé un Printemps arabe en particulier tardent à renouer avec une dynamique croissante.

Le ralentissement économique mondial a ainsi impacté indifféremment les deux zones de l'étude, même si les PSEM7 sont moins intégrés à l'économie mondiale et que les IDE européens ne dépassent pas un maximum de 50% du montant total (voir tableau 3). **Les PSEM7 n'ont donc pas ou peu joué de rôle de valeur refuge après 2007, le déclin des IDE européens n'ayant pas été compensé par des investissements d'autres régions.** Et quand bien même les Printemps arabes ont rapidement mis un terme à cet espoir.

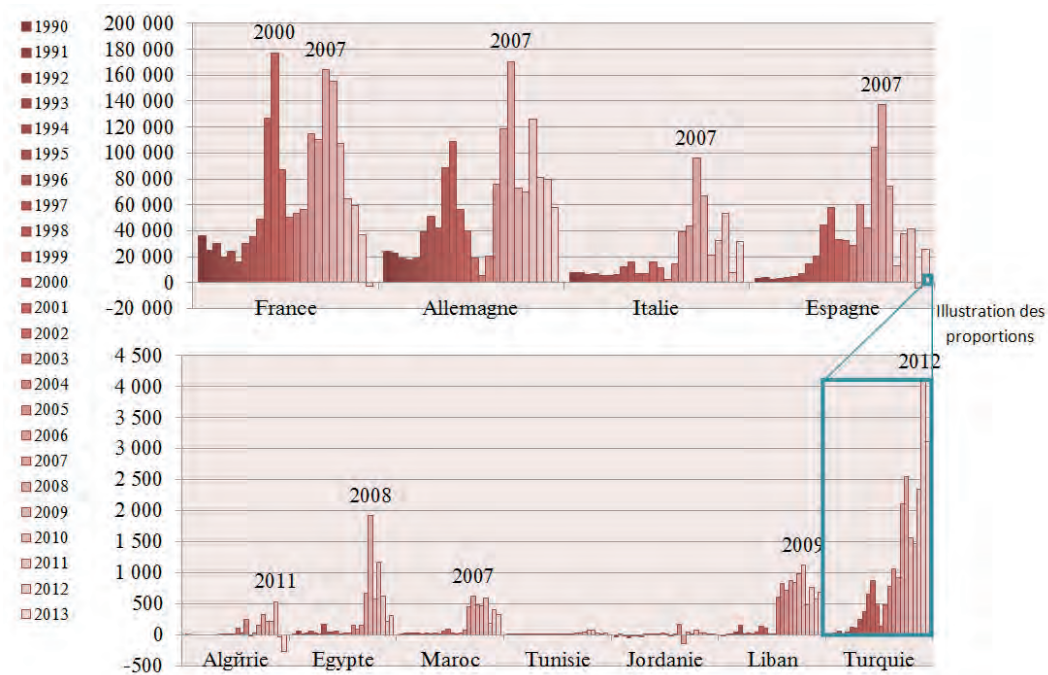
On notera également que la valeur des IDE entrants dans les PSEM7 n'est pas encore à même de concrétiser les ambitions de développement économique rapide, même si la tendance du début des années 2000 laisse l'espoir qu'une accélération est possible. Les IDE sortants des PSEM7 sont quant à eux relativement anecdotiques. Leur valeur maximale rivalise tout au plus avec les minimales historiques de l'UE4.

Graphique 7. Montant des IDE entrants depuis 1990



SOURCE : CNUCED

Graphique 8. Montant des IDE sortants depuis 1990



SOURCE : CNUCED

N.B. : La forte progression des IDE entrants et sortants enregistrée par la Turquie dans les années 2000 coïncide avec le retour à une forte croissance et à la stabilisation économique née du début des négociations d'accèsion à l'UE, une conjonction de facteurs prisée des investisseurs.

CONSTAT N°11 : La nature des IDE, au Sud, conduit encore à trop peu de production de valeur ajoutée

Bien que les données disponibles sur la nature des IDE gagneraient à être davantage harmonisées et détaillées, les secteurs dans lesquels sont canalisés les investissements ne sont pas systématiquement ceux produisant le plus de richesses localement, mis à part en Turquie où « manufacture », « finance » et « énergie » dominant.

Tableau 7. Part des principaux investissements par secteur dans les PSEM (2013)

Algérie	Egypte	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie
Industrie 68% (dont pétrole)	Pétrole 60%	Commerce, Industrie 32%	Immobilier 38%	Energie 35%	Manufacture 35%
BTP 8%	NTIC 11%	Services 30%	Tourisme 14%	Telecom 30%	Finance 19%
Transport 8%	Fabrication 6%	Médias 15%	Industrie 11%	Manufacture 21%	Energie + renouvelable 16%
Tourisme 5%	Finance 1%	Immobilier et construction 9%	Holding 7%	Secteur financier 9%	Commerce 14%
Services 4%	Construction 1%	Technologie 9%	Commerce 5%	Tourisme et immobilier 3%	Mines 5%
Télécoms 2%		Tourisme 6%	Grands Travaux 5%		

SOURCE : CNUCED (DONNÉES NON DISPONIBLES POUR LA JORDANIE)

Ainsi Algérie et Egypte semblent surtout intéresser les investisseurs pour leurs ressources en hydrocarbures. Dans les autres PSEM de l'échantillon, même si l'énergie semble promise à un avenir intéressant en Tunisie en plus de la Turquie, l'immobilier ou le commerce représentent encore des parts importantes des IDE au détriment de filières d'avenir et d'innovation.

CONSTAT N°12 : Le risque réel semble surestimé, en particulier dans les PSEM

Si l'actualité a été particulièrement mouvementée depuis 2010 sur la zone considérée dans ce document, économiquement au Nord, politiquement au Sud, on peut regretter une sur-médiatisation des événements des PSEM qui affecte leur image et masque le dynamisme économique local.

Les fondamentaux économiques ainsi que les perspectives de développement y sont pourtant encourageants et les menaces pressenties surpassent pour beaucoup les réalités du terrain. **Que l'on considère les risques financiers, sécuritaires ou environnementaux, les écarts ne sont ni toujours significatifs ni toujours en faveur des pays de l'UE⁴.** Les quelques tableaux ci-après présentent des indicateurs permettant de relativiser les situations.

Tableau 8. Appréciation du risque financier (enquête auprès de chefs d'entreprises de chaque pays)

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Algérie	Egypte	Jordanie	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie	Moyenne
Solidité financière des banques ²	5,3	4,2	5,4	4,4	3,4	4,2	5,2	5,8	5,6	3,5	5,7	4,8
Règlementation des échanges de fonds ³	4,8	4,2	5,0	3,8	2,2	3,5	4,7	3,5	4,5	3,7	4,6	4

SOURCE: WORLD ECONOMIC FORUM – EXECUTIVE OPINION SURVEY 2014 (NOTE SUR 7)

Tableau 9. Appréciation du risque sécurité (enquête auprès de chefs d'entreprises de chaque pays)

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Algérie	Egypte	Jordanie	Liban	Maroc	Tunisie	Turquie	Moyenne
Coût du terrorisme pour les affaires ⁴	5,5	5,0	4,6	5,6	3,8	2,4	5,0	2,6	5,4	3,3	4,0	4,3
Coût de la criminalité pour les affaires ⁵	5,2	5,2	4,3	4,3	4	2,5	5,1	3,6	5,3	3,6	4,5	4,3
Crime organisé ⁶	5,5	5,5	4,9	3,3	4,3	3,5	5,6	4,5	5,7	4,2	4,4	4,7
Fiabilité des services de police	5,9	5,8	5,3	4,8	4,1	3,3	5,3	2,8	4,9	4,1	3,6	4,5
Ethique des entreprises	5,6	3,8	5,1	3,6	3,7	3,9	4,6	2,9	4,2	3,9	4,0	4,1

SOURCE: WORLD ECONOMIC FORUM – EXECUTIVE OPINION SURVEY 2014 (NOTE SUR 7)

2 – Question posée: In your country, how would you assess the soundness of banks?

3 – Question posée: In your country, how effective are the regulation and supervision of securities exchanges?

4 – Question posée: In your country, to what extent does the threat of terrorism impose costs on businesses?

5 – Question posée: In your country, to what extent does the incidence of crime & violence impose costs on businesses?

6 – Question posée: In your country, to what extent does organized crime impose costs on businesses?

Tableau 10. Appréciation du risque environnemental et climatique des pays de l'échantillon

	Word Risk Index	Exposition aux catastrophes naturelles	Vulnérabilité des populations	Manque de capacité de réaction	Manque de capacité d'adaptation	
Algérie	7,63%	15,82%	22,93%	77,02%	44,76%	Très faible
Maroc	6,80%	13,25%	27,92%	75,71%	50,40%	Faible
Tunisie	5,47%	12,45%	21,02%	75,51%	38,36%	Moyen
Turquie	5,34%	12,25%	20,54%	67,57%	42,67%	Elevé
Liban	5,01%	11,14%	20,21%	70,00%	44,61%	Très élevé
Jordanie	4,75%	10,53%	22,03%	68,79%	44,44%	
Italie	4,48%	13,85%	17,27%	54,41%	25,39%	
Espagne	3,20%	10,23%	16,08%	52,00%	25,74%	
Allemagne	3,01%	11,41%	15,41%	37,73%	25,97%	
France	2,69%	9,25%	16,13%	43,29%	27,83%	
Egypte	2,29%	4,72%	21,34%	77,86%	46,48%	

SOURCE : WORLD RISK REPORT 2014 (UNU – EHS)

6. COMPÉTITIVITÉ ET COPRODUCTION

CONSTAT N°13 : Les réformes engagées par les PSEM ont conduit à une relative convergence vers les standards des pays de l'UE. Une complémentarité s'affirme désormais en matière de technologie et d'accès aux marchés.

L'alignement des conditions d'exercice de base des PSEM vers les standards de l'UE est régulièrement vanté et se matérialise désormais dans les résultats de grands indicateurs internationaux.

Le Forum Economique Mondial établit par exemple chaque année un index de compétitivité global des pays reposant sur 3 catégories : les conditions de production basique, leur efficacité et l'innovation, que forment 12 piliers.

Catégorie 1 : Facteurs (ou compétitivité facteur)

1. Institutions (publiques et privées)
2. Infrastructures et facteurs de production
3. Stabilité macro-économique
4. Santé et l'éducation primaire

Catégorie 2 : Efficience (ou compétitivité efficacité)

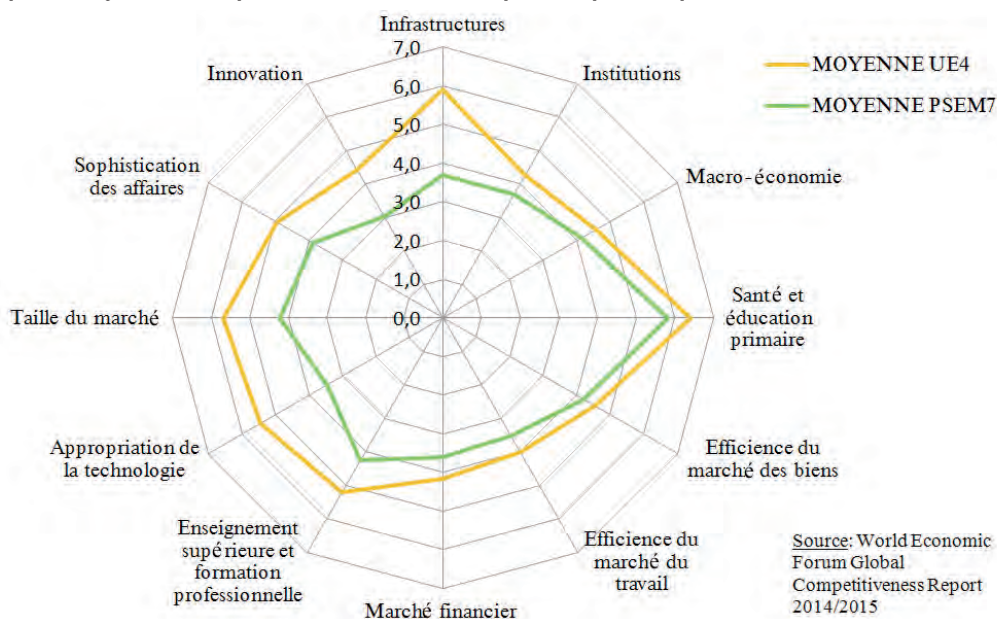
5. Enseignement supérieur et la formation professionnelle
6. Efficience du marché des biens
7. Efficience du marché du travail
8. Maturité du marché financier
9. Appropriation de la technologie
10. Taille du marché

Catégorie 3 : Innovation (ou compétitivité innovation)

11. Sophistication des affaires
12. Innovation

En comparant les résultats obtenus par les pays de l'UE⁴ et des PSEM⁷, il apparaît très clairement que l'écart est minime sur la majorité des piliers des deux premières catégories. Si l'UE conserve un avantage compétitif clair en termes d'infrastructures, d'enseignement supérieur, d'appropriation de la technologie et de taille du marché, les PSEM font jeu presque égal sur les piliers institutions, environnement macro-économique, éducation primaire, santé et conditions d'exercice des marchés des biens, du travail et de la finance.

Graphique 9. Analyse radar comparative des facteurs de compétitivité pour chaque zone



SOURCE: WORLD ECONOMIC FORUM GLOBAL COMPETITIVENESS REPORT 2014/2015

La convergence de compétitivité sur les dotations en facteurs et efficacité ainsi que les complémentarités existant sur l'innovation illustrent parfaitement l'intérêt de la coproduction.

Ces dynamiques sont à même d'associer une redistribution de la chaîne de valeur faisant jouer les avantages concurrentiels réciproques, tout en valorisant le transfert des compétences et capitaux dans des stratégies de marché concertées. Ainsi, le positionnement de l'UE4 et des PSEM7 sur l'index global de compétitivité laisse très fortement penser que les complémentarités sont désormais optimales pour la réussite de telles opérations.

Les dispositifs de soutien à l'activité économique des PSEM peuvent également se fixer comme ligne de renforcer leurs acquis de compétitivité et d'utiliser le levier de la coproduction pour optimiser leurs investissements sur les catégories où elles accusent du retard :

- Investissement publics ou public/privé dans les infrastructures et l'enseignement supérieur ;
- Recours à la coproduction pour favoriser la formation professionnelle, l'appropriation de la technologie, la sophistication des affaires ou encore l'accès à des marchés plus vastes.

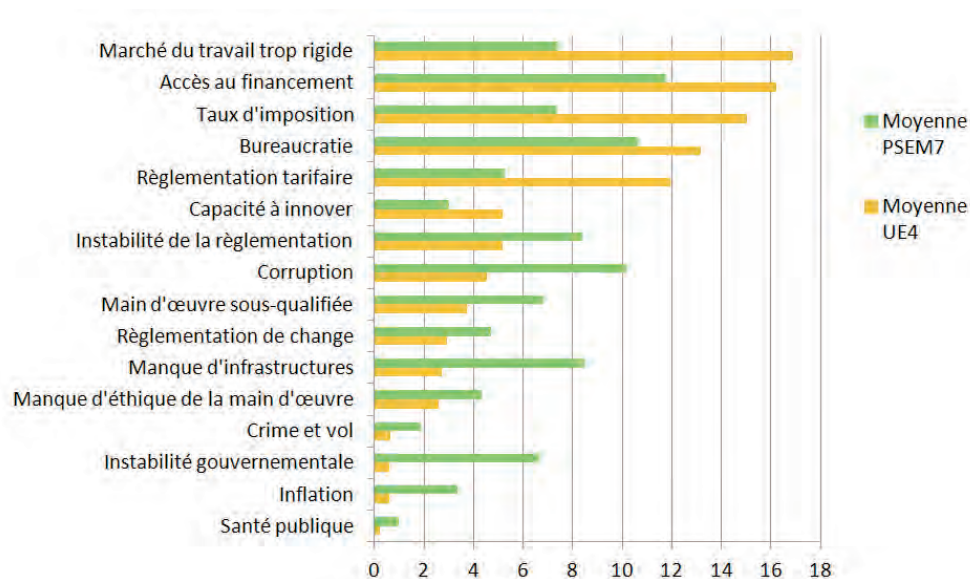
CONSTAT N°14 : Malgré des efforts continus, des obstacles au bon fonctionnement des affaires doivent encore être levés pour faire des PSEM7 de véritables pays émergents.

Si en théorie les conditions macro-économiques sont réunies pour faire jouer à plein et de manière mutuellement bénéfique les complémentarités UE/PSEM, **des barrières limitent encore les décisions d'investissement et la capacité à faire des affaires sereinement, en dépit d'une réelle volonté politique d'y apporter une solution.** Dans le baromètre du Forum Economique Mondial, réalisé en même temps que l'indice de compétitivité, les chefs d'entreprise de l'UE fustigent en premier lieu leur marché du travail trop rigide (17%) ainsi que le taux d'imposition (15%) et la réglementation tarifaire (12%). Ils sont également limités par l'accès au financement (16%) et la bureaucratie de l'administration (13%).

Les PSEM7, dans des proportions moindres, butent sur l'accès au financement (12%) et les difficultés administratives (bureaucratie 10% et corruption 10%). L'instabilité de la réglementation et le manque d'infrastructures cités par 8% des dirigeants constituent également des risques potentiels s'ils ne se résorbent pas à moyen terme.

Le graphique ci-dessous résume le sentiment des industriels dans leur pays respectifs pour 16 freins couramment cités. Les préoccupations des dirigeants exerçant dans l'UE4 surpassent nettement celles de leurs confrères des PSEM7 pour les 6 premières catégories, davantage liées à l'excès et à la rigidité des **règles et procédures établies**. Les autres catégories qui représentent plutôt des dysfonctionnements ponctuels inquiètent en revanche plus au Sud qu'au Nord.

Graphique 10. Principaux freins constatés par les chefs d'entreprise de chaque zone



SOURCE: WORLD ECONOMIC FORUM GLOBAL COMPETITIVENESS REPORT 2014/2015 – POURCENTAGE D'OCCURRENCE DE LA VARIABLE CITÉE COMME FREIN PAR LES CHEFS D'ENTREPRISES

Ces résultats peuvent être mis en parallèle du classement Doing Business de la Banque Mondiale où il ressort que l'UE4 est le plus à la peine dans les catégories « octroi de permis de construire », « transfert de propriété » et « paiement des taxes ». De leur côté, les PSEM7 y accusent le plus de retard sur les indices « octroi de permis de construire », « obtention de prêts » et « règlement de l'insolvabilité ».

Ajoutons enfin à cela la dimension de collaboration à l'international, et les difficultés de mobilité des personnes ressort également comme une forte contrainte pour entreprises, employés et investisseurs.

CONSTAT N°15 : En parallèle, des stratégies de pôle de compétitivité et de clusters émergent et renforcent le travail sur l'amélioration du climat des affaires.

Conscients de l'intérêt d'accueillir des IDE pour dynamiser leur croissance, les pays du Sud de la Méditerranée ont donc d'abord fourni d'importants efforts pour renforcer l'attractivité de leur économie. Puis, la recherche d'une plus grande production de valeur ajoutée sur place, par la coproduction, a ensuite initié une politique plus durable de recherche d'innovation et de compétitivité accrue, associant espaces de coopérations, mutualisation des moyens et synergies entre les acteurs des chaînes de valeur⁷.

Ces pôles de compétitivité, pôles de croissance ou clusters, se développent rapidement sous l'impulsion des pouvoirs publics et du secteur privé, en particulier au Maroc et en Tunisie où une quinzaine de sites spécialisés sont désormais actifs. Positionnés aussi bien sur des secteurs traditionnels que de pointe, les clusters visent à insuffler technologies et innovations dans les chaînes de valeur pour toutes les entreprises, locales comme étrangères. Ces stratégies communes et concertées sont, à l'aune des enseignements précédents, gages de succès pour intégrer et affronter la mondialisation des échanges.

Au Maroc, l'intérêt pour les clusters du gouvernement est né dans les années 2000. La Direction de l'Aménagement du territoire a mené des enquêtes sur les Systèmes Productifs Localisés (SPL). Une majorité de ces SPL étaient dans les secteurs manufacturiers et industriels. Cette étude a lancé l'appui aux clusters à fort potentiel technologique. En 2006 est né le Pacte Emergence, visant les secteurs clés pour lesquels le Maroc offre des avantages compétitifs. La stratégie « Initiative Maroc Innovation » est venue compléter ce pacte en 2009, composée d'objectifs spécifiques visant à mener le Maroc sur la scène internationale du business des produits à forte valeur ajoutée. Aujourd'hui 6 clusters sont soutenus, par l'État et environ 5 pourraient potentiellement le devenir.

Le Maroc fait preuve de modèle au sein des pays Sud Méditerranéen puisqu'en Algérie les clusters présents sont spontanés et pas (encore) appuyés par l'État. Toutefois notons que le gouvernement algérien a récemment mis en place les Schéma National d'Aménagements du Territoires 2025, visant à lancer des pôles de compétitivité pour moderniser son territoire. Ces schémas, lorsqu'effectifs, auront pour ambition d'encadrer et d'encourager un rattrapage dans les secteurs à haute valeur ajoutée tels que les TIC et les biotechnologies.

La Tunisie a rejoint la dynamique marocaine plus récemment. C'est en 2008 qu'est née la Stratégie Industrielle à horizon 2016, portant sur l'agro-alimentaire, le textile et les nouvelles technologies d'information et de communication. Dans un souci d'accélérer l'émergence de clusters innovants l'ONUDI et l'AFD ont soutenu massivement le cluster Mécatronique de Tunisie.
























Le Liban se distingue par son positionnement sur la thématique de clusters d'industries créatives. Parmi 12 clusters cartographiés par l'ONUDI, deux sont actuellement soutenus par cette dernière.

7 – Cette section s'inspire des travaux récents et de qualité conduits par Paulette Pommier pour IPEMED au Maghreb. Pour de plus amples informations, se référer au document « Clusters au Maghreb, vers un modèle de cluster maghrébin spécifique », Paulette Pommier, IPEMED, Juillet 2014

L’Égypte, malgré un léger retard dans la création de clusters, rejoint la dynamique à travers l’initiative « EU-Egypt Innovations Clusters » ou encore son adhésion au programme « Clusters dans les Industries Culturelles et Créatives dans le Sud de la Méditerranée » de l’ONUUDI.

Enfin, même s’il n’existe pas à ce jour de programmes nationaux de clusters en Turquie (selon l’observatoire européen des clusters), le gouvernement turc a depuis 2008 mis en place une loi de soutien à la Recherche et au Développement dans les secteurs des TIC et de l’électronique, offrant des avantages fiscaux aux acteurs privés innovants de ces secteurs. Des agences de développement régional sont également en charge de développer des programmes dédiés (dans l’agroalimentaire, dont bio, l’aviation ou encore la Santé).

Tableau 11. Clusters actifs et pôles de croissance assimilables par filière dans les PSEM7 (hors projets en développement)

Agro-alimentaire	Textile Habillement	Métal et Matériel électronique	NTIC	Environnement	Autres
APAB (Cluster des Producteurs de Boissons Algériens) 	Cluster Alexandrie  Cluster de Amman 	CE3M (Cluster Electronique Mécatronique Mécanique de Mohammedia) 	Maroc Numeric Cluster  Metutech 	EUNIC Jordan (European Union National Institutes for Culture) 	Cluster de la Joaillerie de Bourj Hammoud  Cluster de l’ameublement de Tripoli  Cluster médical d’Ostimm  Cluster des industries de la Défense d’Ostim 
Cluster de l’huile d’olive de Bouira 	C2TM (Cluster des Textiles Techniques Marocains) 	MMC (Morocco Micro-Electronics Cluster) 		Cluster Solaire 	
Pôle Agadir Haliopôle 	MDC (Moroccan Denim Cluster) 			Cluster EMC 	
Cluster Oceanopôle Tan Tan 	CTT (Cluster Technique Textile de Tunisie) 	CMT (Cluster Mecatronic de Tunisie) 		Cluster des Energies Renouvelables 	
Cluster des Produits Laitiers 					

SOURCES : IPEMED ET RECHERCHES COMPLÉMENTAIRES

Afin d’ancrer encore plus cette stratégie au service d’un rapprochement des pays méditerranéens, des coopérations inter-clusters sont également en train de voir le jour. Des accords entre pays du Sud (sur les secteurs mécatronique, textile et énergie au Maghreb) sont en cours d’étude, tandis que des initiatives Nord/Sud se concrétisent également. La Plateforme Euro-Méditerranéenne de Matchmaking vise ainsi à encourager les coopérations inter-clusters. D’autres organisations, telle que l’Observatoire Européen des Clusters, créent des bases de données et événements afin de faciliter la rencontre entre l’offre et la demande, autant d’idées et actions à encourager et intensifier.

CONCLUSION

Cette analyse macro-économique, se veut un exercice factuel, qui fait émerger des tendances objectives et argumentées. Les 15 constats dégagés, vont désormais servir de référence à nos travaux afin de d'évaluer les évolutions à venir.

En synthèse, sans nier les obstacles qui se dressent encore sur le chemin de ces partenariats hautement bénéfiques, l'idée clé est celle d'une convergence à concrétiser entre les deux rives de la Méditerranée dont la coproduction serait l'instrument. Pour autant, ces conditions n'ont pas encore donné naissance à une forte dynamique de collaboration des PME. Malgré les succès enregistrés, les partenariats semblent encore prisonniers de la conjoncture géopolitique et d'un manque de promotion et de valorisation des opportunités.

Les exemples du Japon, dont le schéma du vol d'oies sauvages a entraîné un développement global de toute l'Asie dans son sillage, de l'Alena, où les nouvelles générations de maquiladoras deviennent des exemples de créations d'emplois partagées, ou encore de l'Allemagne dont la collaboration avec les Peco a généré un rattrapage des pays de l'Est et le maintien d'une industrie nationale forte, sont pourtant autant de signes qu'une telle stratégie s'avérerait gagnante pour tous.

L'occasion est réelle de fonder une véritable stratégie partenariale entre l'UE et les PSEM, car, si rien ne se concrétise très rapidement, la mondialisation assurera que d'autres en cueillent les fruits, dans des perspectives peut-être moins profitables pour les économies et population à long terme.



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPEMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006. Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement.